

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

**n° 15573**

VU le Code de l'Environnement,

VU le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles 10 et 11 ;

VU l'arrêté ministériel du 09 septembre 1997 modifié relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage de déchets ménagers et assimilés

VU le dossier déposé le 6 avril 2003 par lequel la société DECONS demande l'autorisation d'exploiter un centre d'enfouissement de résidus de broyage automobile et autres résidus issus de refus de centre de tri de déchets industriels banals à GUILLOS

VU les avis exprimés au cours de l'instruction réglementaire

VU les observations formulées au cours de l'enquête publique prescrite par arrêté préfectoral du 24 septembre 2003 et les conclusions motivées de la commission d'enquête

VU le rapport en date du 24 décembre 2004 de la tierce expertise réalisée par la société TERE0

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 1<sup>er</sup> juin 2005

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène lors de sa séance du 30 juin 2005

VU les sursis à statuer intervenus sur le dossier

**CONSIDERANT** que le site se trouve sur une zone disposant d'une grande richesse potentielle en terme de ressource en eau de par la présence d'aquifères, notamment au niveau de l'Oligocène, d'une qualité remarquable

**CONSIDERANT** que le site choisi, de par sa géologie, ne garantit pas l'isolement naturel de l'Oligocène utilisé pour l'alimentation en eau potable

**CONSIDERANT** qu'une pollution accidentelle ne peut être exclue

**CONSIDERANT** que les avis exprimés et expertises produites lors de l'instruction convergent vers la possibilité d'une pollution accidentelle de l'Oligocène dans le cadre d'une défaillance des barrières actives et passives;

**CONSIDERANT** que les avis exprimés lors de l'enquête publique et la consultation administrative traduisent bien l'importance de l'enjeu que représentent les aquifères de l'Oligocène et du Crétacé utilisés ou utilisables pour la consommation humaine

**CONSIDERANT** les insuffisances de l'évaluation des risques sanitaires pour la santé dans l'étude d'impact

**CONSIDERANT** que l'implantation choisie peut dès lors être considérée comme peu adaptée compte tenu de la sensibilité du site

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture

## **ARRÊTE**

- - -

**Article 1<sup>er</sup>** : L'autorisation sollicitée par la Société DECONS en vue de la création, sur la commune de Guillos, d'un centre d'enfouissement de résidus de broyage automobile et autres résidus issus de refus de centre de tri de déchets industriels banals n'est pas accordée.

**Article 2** : La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 3** : Le Maire de GUILLOS est chargé de faire afficher à la porte de la mairie, pendant une durée d'un mois, un extrait du présent arrêté, en faisant connaître qu'une copie intégrale est déposée aux archives communales et mise à disposition de tout intéressé.

Le présent arrêté sera adressé à chaque commune située à l'intérieur du rayon d'affichage retenu dans le cadre de l'enquête publique.

Un avis sera inséré par les soins de la Préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux du département.

**Article 4** : Le Secrétaire Général de la Préfecture  
le Sous-Préfet de l'arrondissement de Langon  
le Maire de Guillos  
l'inspecteur des installations classées de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

et tous agents de contrôle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Fait à BORDEAUX, le 13 septembre 2005**

**LE PREFET,**

**François IDRAC**